

Grève générale à Saint-Nazaire

Damien GIRARD

Secrétaire générale de l'UL CGT

Jeudi 5 décembre 2019

(Source : document de Damien GIRARD)

Seul le prononcé fait foi

Cher.e.s camarades, cher.e.s ami.e.s,

Rude tâche, en ce Black Thursday, (je demande pardon aux délégations de profs d'anglais pour mon accent un peu frenchie !). Donc rude tâche en cette journée de refus de grand déstockage sur les retraites, de vous détailler, dans le temps de cette allocution, cette réforme de la retraite par points. Depuis le 18 juillet 2019, date de présentation du projet Delevoye, c'est-à-dire depuis bientôt 6 mois, le gouvernement n'a pas réussi et n'a pas voulu nous expliquer clairement et dans le détail ses principes et fonctionnements.

Hormis un gouvernement qui radote en argumentant sur une politique et des réformes pour plus d'égalité, pour plus d'équité, ce qui dans leurs bouches est aussi obscène qu'un banquier de chez Rothschild qui théorise sur le ruissèlement de la richesse des premiers de cordée, nous avons peu de chose à nous mettre sous la dent ! Sauf des mensonges et des chiffres truqués, que des associations, des économistes non conventionnés CAC40, des journalistes des courants les moins dominants, des organisations syndicales et notamment la nôtre, avons démonté et démontré par des argumentaires, des expressions et des explications.

Cette nouvelle réforme, n'est pas une énième réforme d'ajustement du système actuel, c'est un bouleversement systémique de notre modèle en un grand casino des retraites. Dans ce système personne ne sait à l'avance combien il va gagner et encore moins à quel âge il pourra sortir du casino. En fait personne ne joue, mais tout le monde va perdre, sauf la banque grâce au croupier Macron. Le gouvernement va transformer notre système par répartition à prestations définies, c'est-à-dire avec des montants de pensions et un âge de départ qui peuvent être calculés, en une machine à points avec un gros levier pour en contrôler la valeur. Une organisation syndicale aspire à la mise en place d'une commission paritaire pour décider de la valeur du point. Mais qui pense une seule seconde que le pouvoir en place, aux mains des plus riches, va laisser des organisations syndicales faire joujou avec ce levier ?

Le système de retraite français mis en œuvre par le conseil national de la résistance au sortir de la 2^{de} guerre mondiale dans un pays en ruine, a accompli la plus gigantesque réduction de pauvreté de toute notre histoire. Ce système de « retraite par

répartition » transfère, automatiquement, de l'argent, pris tous les mois sur les salaires des vendeuses et des ministres, pour le verser, immédiatement, à nos parents et grands-parents avec un cout de fonctionnement modéré.

Alors que tous les autres systèmes, « complémentaires » et autres « assurances retraites » vendues par notre banque nous piquent un max de thunes, parce qu'il faut bien rémunérer les bataillons de camarades traders qui spéculent avec notre argent et les compagnies de publicitaires en mal de bébés qui s'inquiètent pour l'avenir de leurs papas et de leurs mamans. Remarquez, une banque est visionnaire et a dû bien analyser le projet puisqu'elle a ciblé une maman dans sa pub, car les femmes seront les futures sacrifiées de cette réforme. A l'inverse nous devrions nous soucier de l'avenir de nos enfants et petits-enfants. Et non pas, ne serait-ce qu'imaginer une clause du grand-père.

C'est dire aux jeunes, débrouillez-vous avec vos futures retraites ! C'est comme, dans la même idée, débrouillez-vous avec l'avenir de notre planète !

Il est faux de penser, vous, les jeunes de 2019, que vous n'aurez pas de retraite en 2062. La France est un pays tellement riche que cela ne pose aucune difficulté sur le plan économique. Et ces derniers jours de dangereux individus pour la start-up nation ont démontré qu'il n'y a pas de problème de financement des retraites.

Au-delà d'une critique de la réforme des retraites qui va durement frapper, surtout les classes les moins aisées, c'est tout un modèle axé sur l'austérité, porté par le gouvernement d'Emmanuel Macron, qui nous révolte.

Nous vivons dans une situation absurde où des millions de personnes sont sans emploi, tandis que des besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits. Or le chômage tue. Quelles sont les mesures pour endiguer ce fléau ? Compliquer et dégrader toujours plus les conditions de vie des privés d'emplois et des précaires, et ceci depuis le 1er novembre et la réforme de l'assurance chômage. C'est la méthode Pénicaud, contre les chiffres du chômage mais POUR la précarité ! C'est 4,5 milliards d'économie pour compenser le cout du capital. C'est à dire celui de la réforme de l'ISF et de la « Flat Tax ». La CGT l'a souvent dit, les entreprises bénéficient, en France, chaque année, de plus de 200 milliards d'aides publiques, sans aucun contrôle ni contrepartie, notamment en termes de créations d'emplois. Cette France championne du monde... des dividendes !

Il faut responsabiliser les entreprises. D'un côté, on nous demande d'aller à l'usine jusqu'à 70 ans, et, de l'autre, les boîtes nous virent dès 50 ans.

C'est certainement pour toutes ces raisons et pour cacher la température sociale du pays, cette bombe à retardement, que le gouvernement a cassé le thermomètre qu'était l'observatoire de la pauvreté.

L'expérience du passé nous l'a démontré. Nos conquies sociaux ont été obtenus en mettant la pression sur la production des richesses. La CGT appelle à s'organiser, par l'intersyndicale, dans les entreprises, dans les services pour mobiliser les salarié.e.s.

La CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à participer aux Assemblées Générales et à s'exprimer pour pouvoir amplifier le rapport de force. Les conditions de la grève reconductible doivent y être débattues sans tabous mais être considérées comme une arme de reconstruction massive pour améliorer nos conditions de vie, nos protections sociales, nos emplois et nos salaires.

Pour prolonger et ancrer la mobilisation, la CGT donne un nouveau rendez-vous de rassemblement et de manifestation contre cette politique d'austérité et plus particulièrement vers les privés d'emploi et les précaires samedi 7 décembre, ici même à 10h00. D'ici samedi et au-delà du 7, la contestation et les revendications doivent s'étendre vers le plus grand nombre, dans les boîtes et dans la rue, par les manifestations et par la grève, tous ensemble pour gagner une autre société !